

Avec le soutien du

Fonds pour
le journalisme

La Libre BELGIQUE La Libre.be

Série d'articles et webdocumentaire

Sur notre site, découvrez dans notre webdoc "Immersion dans le Liège des toxicomanes", notre reportage à StartMass, centre d'accueil pour toxicomanes précarisés et déstructurés. Notre série d'articles continue également dans la version papier de "La Libre", avec le témoignage ce jeudi de "L.M.", toxicomane depuis 40 ans. Ce vendredi: l'interview du bourgmestre Willy Demeyer (PS).

Plongée dans le Liège des toxicomanes

Liège ne figure évidemment dans aucun guide touristique consacré à la ville. Mais Liège est parfois affublé du surnom de "Tox City", tant la concentration de toxicomanes, consommateurs chroniques d'héroïne ou de cocaïne, y est importante et particulièrement visible. Ils seraient plus de 4 000 dans la province dont une petite moitié rien qu'à Liège. Des hommes, des femmes abîmés physiquement et psychologiquement à force de consommer leurs poisons, versant inévitablement, pour des centaines d'entre eux, dans la mendicité, la délinquance, la petite criminalité, la prostitution, le sans-abrisme.

Liège, qui comme toute grande ville (200 000 habitants) a déjà son lot de misère, avec un taux de chômage dépassant les 25 % et plus de 10 000 bénéficiaires du revenu d'intégration sociale. Liège, où la scène de la drogue n'est pas reléguée, comme ailleurs, dans une lointaine banlieue mais qui s'est fixée dans l'hypercentre touristique et commercial. Liège, une ville où des toxicomanes s'injectent, en pleine journée, leur produit en rue. Liège où, selon les enquêtes publiques menées auprès des citoyens, la lutte contre la consommation visible des drogues et les nuisances liées à la présence de toxicomanes figure au cœur des préoccupations.

Le prix de l'héroïne en forte baisse

Le phénomène de la toxicomanie à Liège ne date pas d'hier et y a pris une ampleur folle en trois décennies. Il s'explique entre autres par la proximité géographique de la ville avec les

Pays-Bas, d'où vient l'héroïne. Une héroïne peu chère: elle se vend à Liège de 7 à 10 euros la "bille" de 0,4 gramme. Par l'attrait de l'anonymat de la ville sur les consommateurs aussi.

Une ville laboratoire pour la gestion de la toxicomanie

Les pouvoirs publics ne sont pas restés les bras ballants, en tout cas plus depuis les années 90. Les autorités communales et provinciales, la police, la justice, le monde médical et associatif se coordonnent à Liège pour construire une politique stratégique, à dimension humaine. Ils ont décidé, pour les uns, de tourner le dos au tout-répressif et, pour les autres, d'ouvrir des structures d'aide, d'accueil et de soins.

Des projets pilotes uniques en Belgique ont été lancés, comme celui de distribution contrôlée d'héroïne médicale (Tadam), faisant de Liège une ville laboratoire, proactive en matière de gestion de la toxicomanie. Le bourgmestre tente actuellement d'obtenir les autorisations légales pour ouvrir une salle de consommation à moindre risque, ce qui serait une première en Belgique.

Pendant plusieurs mois, "La Libre" a investigué sur l'impact de la toxicomanie sur Liège, interrogeant de nombreux acteurs locaux et des habitants: élus communaux, policiers, magistrat, psychiatre, travailleurs sociaux, commerçants, riverains de l'hypercentre. Donnant aussi la parole à des toxicomanes liégeois, afin de comprendre leur parcours et leur vie. Immersion dans les rues de "Tox City".

Isabelle Lemaire

Société

■ "La Libre" s'est immergée dans le milieu des consommateurs de drogues dures à Liège, durant quatre mois.

■ La toxicomanie, particulièrement visible, y affecte l'espace urbain.

■ Premier volet de notre série: en "maraude" au centre-ville, auprès des "tox".



Les toxicomanes liégeois sont de plus en plus nombreux à dormir en journée, par crainte des "casseurs de tox" nocturnes.

PROFIL DU TOXICOMANE LIÉGEOIS



Souvent polytoxicomane (héroïne, cocaïne, alcool)

Bénéficie principalement du Revenu d'intégration sociale ou sans revenus légaux (mendicité, prostitution)

Source: Observatoire liégeois des drogues

PRIX MOYEN DU GRAMME D'HÉROÏNE DE RUE EN BELGIQUE FRANCOPHONE



Mégots, canettes de bière et seringues usagées: "C'est la fête des tox"

Reportage Sophie Devillers

Il est à peine 9 heures du matin, et la file s'allonge devant l'immeuble de béton gris, sillonné par les coulées d'humidité. Les mêmes traces foncées assombrissent l'église Saint-Servais tout aussi grise, plantée juste à côté. Tout paraît gris, d'ailleurs, en cette journée d'été pluvieuse, sur les pavés de la place Saint-Jacques, devant le CPAS. Mais, comme deux fois par mois, c'est jour de paiement au Centre public d'action sociale de Liège, et il y a foule. Pour Richard Mewissen, c'est le lieu de rencontre idéal. "Mors les loulous, ça va?" lance-t-il à un groupe d'hommes qui déboulent sur la place. "Pfff, la police fait encore le grand nettoyage, là-bas", répond un homme, à la voix rauque et au visage hâve, alors que l'on entend les sirènes au loin.

Son compagnon, lui, pommettes saillantes, chemise à carreaux et jeans délavé sur une frêle silhouette, interpelle Richard pour une autre raison. Il montre les abcs qui recouvrent ses bras et même son visage: "La seule chose à dire, c'est que le produit, c'est de la merde!" assène Jérôme Malaise, 46 ans. "Je suis avec un pote, on marche ensemble. On se shoote avec les mêmes produits et lui n'a rien eu! Ça fait 30 ans que je consomme, je n'ai jamais eu ça!" "On l'a fait analyser, et il n'y a rien dans la coke", répond doucement Richard Mewissen. "Mors, c'est peut-être dû au fait que je suis sémpro et que ma déficience immunitaire est plus basse que d'autres..."

"La seule chose que je peux dire, c'est: le produit, c'est de la merde."

Jérôme Malaise
Toxicomane liégeois, qui consomme depuis 30 ans.

Les discussions de ce type sont coutumières entre Richard Mewissen, assistant social à la Ville de Liège, et ses "gars": les consommateurs de drogues dures, souvent accros depuis de longues années et dont beaucoup sont sans domicile fixe, même si leur point de chute est le centre de Liège.

Jour de bonne affaire pour les dealers

D'un trottoir à l'autre, on crie, on se hèle. Au milieu de la route que traverse la foule, une voiture pile juste devant un homme, qui semble dans un état second. Plus de peur que de mal. Paraissant indifférent à tout ce va-et-vient, un jeune homme, à l'allure athlétique et accompagné d'un chien, tranche sur la foule environnante. Probablement un dealer, venu "à la source" et comptant sur le fait que ses clients potentiels viennent de toucher leur somme d'argent mensuelle pour écouler sa marchandise, analyse Richard.

"T'aurais pas de l'aluminium?"

Mais son rôle n'est pas de faire la police... "Et les policiers me respectent. Quand je suis en conversation avec les gens, ils ne viennent pas." Quelque pas plus loin, au cœur d'un attroupement, et sans que "client" et "vendeur" se soient le moins du monde de qui les entoure, un deal de drogue se fait sous nos yeux. Argent et "bille" s'échangent de main en

Suite en page 6



Chasse aux seringues en Outremeuse pour Richard Mewiszen.

Suite de la page 5

main, l'assistant social continue son tour à la rencontre des toxicomanes, à travers Liège. Il quitte la place pour se diriger vers la rue du Vertbois, une artère plutôt résidentielle où l'on trouve, entre autres, les sièges de plusieurs institutions économiques wallonnes et des locaux du diocèse de Liège. Un couple hèle l'assistant social. "Eh quoi, vous aviez disparu? les saluc Richard. Vous ne dormez plus ici? Vous avez déménagé? Pas à l'entrée de la galerie commerçante, on va vous faire dringuer, hein..." "Ouais, ouais..." Puis, "Y'aurais pas de l'aluminium? (matériel nécessaire pour fumer l'heroïne, NdlR)", interroge l'homme. "Ah, fen ai narre", grogne sa compagne. "Oui, s'il continue à fumer, il va se tuer tout seul!"

Le couple ne s'attarde pas. Qui dit jour de paiement dit aussi dose de drogue payable et consommée rapidement. "Mon but est auprès des toxicomanes, explique Richard, c'est d'essayer que cela se passe de manière conviviale, sur la rue entre eux, et les gens, et les commerçants." Le travailleur social, ancien du secteur de l'urgence sociale, et ex-portier de l'abri de nuit, donne aussi des formations en ramassage de seringues aux ouvriers communaux et mène des enquêtes pour identifier les produits consommés. "Parfois récupérer un peu de came - on ne peut pas en acheter! - la faire analyser, s'il y a un nouveau produit. On fait partie du processus d'alerte rapide en matière sanitaire." Les toxicomanes liégeois, continue-t-il, le connaissent comme "quelqu'un de cash". "Un climat de confiance existe entre nous. Mais s'ils parlent de meurtre ou de choses, ils savent que je devrai en parler à la police. Ce sont eux qui choisissent s'ils me parlent ou pas."

Reliefs de la veille, au pied de l'immeuble

Quelques pas encore pour tourner le coin de la rue et aboutir à l'arrière du bâtiment du CPAS. Le pied de cet immeuble de béton, qui donne sur un grand boulevard - l'avenue Maurice Destenay - propriété notamment de la banque Belfius, est un endroit sensible. Ce matin, dans les graviers d'un recoin entre deux murs, on ne trouve que des reliefs de l'activité

habituelle en ces lieux: mégots de cigarettes, canettes de bière Gordon, vieux tissus... Et à côté, des petites ampoules en plastique, vidées du liquide physiologique qu'elles contenaient ainsi que des tampons désinfectants. Et puis ces drôles de petits bouts de plastique orange. "C'est ce qui protège l'aiguille de la seringue. Ne jamais essayer de le remettre dessus, ce n'est pas assez solide pour ne pas être transpercé par la seringue! Mais là, ça va encore, j'ai déjà vu des endroits où il y en a beaucoup plus. J'appelle cela la fête des tox!"

Tentes et campements

C'est dans cette zone que se retrouvent des toxicomanes, sans domicile fixe - à Liège, "les deux sont souvent liés", précise Richard - pour consommer et dormir. Mais une agression sérieuse a eu lieu sur un employé d'une entreprise de nettoyage. Quatre doigts cassés, souligne l'éducateur. "Et il y a aussi ici un problème de deal de drogue. Ils ont mis le feu à leur tente et j'ai dû mettre le feu au CPAS. Il a fallu intervenir, ce n'était

plus possible qu'ils restent." Face à ce genre d'installations de nuit, la Ville a mis sur pied le projet "Tentes et campements".

En résumé, les logements de SDF sont tolérés à Liège, sauf si leur localisation est dangereuse pour les toxicomanes eux-mêmes ou trop gênante pour les autres - ce, après examen de la police et avec, à la clé, des visites régulières des services de la Ville. Pendant l'été, le campement du parc de la Boverie, notamment, a été démantelé: il était tout près de la plaine de jeux. "Le deal, c'est: tu respectes l'endroit, on te laisse. Tu ne les respectes pas, ben, tant pis." Et là, en l'occurrence, pour ce pied d'immeuble, "on est en train d'essayer de trouver une solution structurelle avec le syndic pour qu'ils ne dorment plus là. Vivre les arcades, par exemple, et faire une exposition permanente. Lorsqu'il y a vraiment un grand problème, les gens veulent une solution structurelle. Et ici, c'est une copropriété."

Mais Richard le reconnaît, ces arcades protègent aussi les sans domicile fixe du vent et de la pluie. Et



À Liège, la toxicomanie et le sans-abrisme sont souvent liés.

"On gêne la société, on se fait jeter, d'un côté, puis de l'autre côté."

Stéphane Delrée
Toxicomane liégeois de 46 ans.

surtout, "il va falloir essayer de trouver des solutions à long terme, parce que, en ce moment, tout le monde essaye de faire ça: trouver des mesures 'physiques' pour les empêcher de dormir dans les sas. Et, là, on ne fait alors que des déplacements. Il va bien falloir trouver quelque chose." La conversation est à présent couverte par la rumeur des camions de nettoyage en action. "La police est venue hier et a fait dégager le campement. Maintenant, c'est au nettoyage de passer."

Casseurs de tox

La maraude reprend donc. Direction à présent le quartier d'Outremeuse, en empruntant d'abord une passerelle piétonne en béton qui longe les Chiroux, la grande bibliothèque communale. Le long du mur, une silhouette est allongée, la tête dissimulée sous une couverture. Seuls les pieds, nus, dépassent. Ce ne sera pas le seul "gisant" du parcours. "Mon rôle n'est pas de les réveiller", précise Richard. Ils dorment de plus en plus durant la journée: de plus en plus souvent, des

bandes de casseurs, des jeunes ou plus extrémistes, prennent plaisir à tabasser un tox. Donc ils préfèrent marcher la nuit et dormir la journée, parce qu'il y a plus de passage."

La zone fait l'objet d'un plan de rénovation, qui implique la destruction de l'un des deux accès à cette rampe devenue dortoir. "On gêne la société! On se fait jeter, d'un côté, puis de l'autre côté", nous lançait plus tôt Stéphane Delrée, 46 ans, aux bras couverts de traces de piqûres. "Et puis finalement, on ne sait plus où aller..."

De son côté, Jérôme Malaise a un point de vue un peu différent sur les relations entre "les tox" et le reste de la "société" liégeoise. "On dit toujours: 'Oh les flics! Les flics font leur boulot. Je suis une personne qui me drogue mais vous ne me verrez jamais me droguer. Je vais dans un coin bien tranquille. Je ne veux pas que les gens qui ne consomment pas subissent ce qu'ils n'ont pas à voir. Je ne suis pas le gars qui va dans une banque, abaisser mon pantalon et piquer dans ma 'teub' (NdlR: mot argotique qui désigne le pénis). Je me drogue bien à l'écart de tout. Je ramasse

toujours mes crasses. Je suis peut-être un des rares mais c'est comme ça. Si je comprends que les Liégeois en ont marre? A 2000%. Moi aussi, j'en ai marre d'eux. Ils se rassemblent, il y a du je-m'en-foutisme..."

Une question de perception

La mission de Richard est justement d'aller rencontrer les membres de ces "rassemblements". "Mais ça arrive qu'on me dise: 'Allez voir là-bas, il y a de gros faits de drogue à Sainte-Marguerite (quartier sur les hauteurs de Liège, NdlR): j'arrive et je vois cinq jeunes sur un banc qui fument un joint. Mais c'est un quartier où il y a beaucoup de personnes âgées. Pour elles, c'est l'apocalypse! Tout est une question de perception", constate-t-il. Ce faisant, Richard Mewiszen a traversé le pont qui enjambe la Meuse. L'ouvrage d'art est un abri bien connu des usagers de drogue liégeois. Sous celui-ci, près des bouches d'égoûts, les taches orange des restes de matériel d'injection se multiplient. La chasse aux seringues continue.

J.-M.: “L’héro est, hélas, l’amour de ma vie”

Rencontre Isabelle Lemaire

Ne m'appellez pas Jean-Marie, je ne supporte pas. J.-M., Jean-Ma, ce qu'on veut, nous lance-t-il d'emblée. Va pour J.-M. J.-M. a 55 ans et, aussi incroyable que cela puisse paraître, il consomme de l'héroïne depuis 40 ans. Sans jamais avoir fait d'overdose, sans avoir contracté le sida ou l'hépatite. Il s'est pourtant déjà shooté “à l'eau de batterie et des dizaines de fois à l'eau des flaques. Comme quoi, les mauvaises herbes, c'est coriace, hein!”, plaisante-t-il avec un sourire malicieux. Aujourd'hui, il se dit toutefois “très diminué physiquement”.

Petit et blond, des yeux d'un bleu perçant, loquace, cultivé, J.-M. est un être plutôt solaire. Mais il est “accroché à cette ombre-là, qui [le] suit”. L'héroïne. Sa voix est cassée par les excès. Pendant l'entretien, il grille cigarette sur cigarette et s'enfile quelques bières. Il se souvient avec un plaisir non dissimulé de son premier shoot à l'héroïne, en 1977. “C'était une jouissance et, avec l'injection, ça monte très vite, en quelques secondes. Je n'étais pas du tout conscient de la dangerosité du produit. Au bout de quelques mois, je suis passé à une consommation quotidienne en injection car c'était trop bon. L'addiction vient très vite et tu te prends une claque dans la gueule.”

Casses de pharmacies

Originaire de la banlieue liégeoise, J.-M. est né dans une famille de classe moyenne supérieure, catholique pratiquante. “J'ai eu une enfance magnifique. Ma famille était aimante, la famille modèle du village. Puis je suis devenu l'exemple à ne pas suivre.” Curieux de nature, comme il se définit, il découvre les drogues à l'adolescence et les essaie toutes. L'héroïne et la cocaïne, sa bande d'amis se les procure via des casses de pharmacies, des effractions nocturnes. “On volait des ampoules de produits morphiniques et cocaïniques, injectables en intraveineuse. C'est pour cela que je suis devenu directement injecteur.” Dealer aussi, au service militaire. “J'ai intoxiqué des gars qui n'avaient jamais touché à rien. Exactement ce qui m'est arrivé quand j'avais 15 ans. Mais je n'ai jamais



J.-M., accro depuis 40 ans à l'héroïne, “cette ombre-là” qui le suit en permanence, dit n'avoir que des regrets. “La came a tout changé,

forcé quelqu'un à consommer.” Ensuite dans la rue, avec un succès certain. “J'étais capable de vendre un album photo à un aveugle.”

En 1984, J.-M. se fait arrêter par la police pour deal. “J'ai avoué et j'ai fait presque deux ans de prison.” Sevrage à la dure pendant sa détention. “A l'époque, il n'y avait pas de méthadone. On ne te donnait que du Temgésic (un antalgique, Ndlr) qui ne sert à rien et du Valium pour décontracter les muscles, raconte-t-il.

“J'ai foutu ma vie en l'air. L'erreur totale, c'est de tomber dedans. J'ai tout raté.”

J.-M.
Héroïnomanie liégeoise

En prison, sevré, j'étais dans une positivité énorme et j'ai repris une de ces pêches. Mais, en même temps, je pensais tout le temps à la came alors, j'en ai fait rentrer un peu.”

Quelques jours à peine après sa sortie, il replonge. Mais il reste ancré dans une vie à peu près normale grâce à un boulot décroché dans une structure d'aide à la jeunesse. Il fait plusieurs séjours volontaires en hôpital psychiatrique, “moins pour me sevrer que pour me refaire une

Société

■ “La Libre” s'est immergée dans le milieu des consommateurs de drogues dures durant quatre mois, à Liège.

■ La toxicomanie y est très visible.

■ Second volet de notre série, avec le témoignage de Jean-Marie Halleux, “tox” depuis 40 ans.

sormais l'héroïne tant que c'est tenable financièrement. “J'ai dû apprendre à fumer, c'est fou! Je n'ai plus de veines.” Il boit aussi “entre douze et vingt canettes de bière par jour, dès le matin, quatre en dix minutes, histoire d'avoir la tête qui tourne un peu” et prend quotidiennement des doses élevées de méthadone. Après 40 ans de consommation, l'héroïne est-elle toujours un plaisir? “Non, mais il y a une envie. Le plaisir n'a plus rien à voir puisque je la fume maintenant, et que la qualité n'y est plus”, répond-il.

Idées noires

“Je suis dépressif chronique. J'ai des idées de mort tous les jours. Cela fait 20 ans que je râle tous les matins d'avoir à me lever parce que je suis ce que je suis. Je suis accroché à cette ombre-là, qui me suit. C'est infernal, une angoisse permanente. Ce qui me maintient en vie, c'est lui (montrant son chien Baloo, cadeau de son ex-copine en 2014). S'il n'était pas là, je ne serais plus là. Une balle dans la tête direct, sans faire d'esclandre”, balance J.-M. L'héroïne lui a fait perdre son identité. “J'ai l'impression que toute ma vie n'a été qu'apparence. J'ai toujours triché; je ne suis pas moi-même. Je n'ai jamais trouvé la place de Jean-Marie Halleux.”

Le jeune Jean-Marie Halleux était doué de ses mains. Il voulait devenir technicien des Eaux et Forêts. “La came a tout changé, tout court-circuité. La came, c'est mon identité. J'aurais pu faire plein de choses mais je n'ai rien fait.” Maintenant, J.-M. va “essayer de tenir jusqu'à la mort du chien”.

Regrets éternels

Il nous a parlé de ses histoires d'amour, avec des femmes, avec des hommes. Nous lui demandons si, finalement, l'héroïne est l'amour de sa vie. “Oui, hélas, je crois... Et pourtant, j'en ai connu des gens, mais ils m'ont déçu.” Un silence. Les larmes lui montent aux yeux. Il poursuit, la voix brisée par l'émotion. “Je n'ai que des regrets. A refaire, je ne referais plus ça. J'ai foutu ma vie en l'air. L'erreur totale, c'est de tomber dedans. J'ai tout raté. C'est le combat de toute une vie mais c'est toujours dans ma tête. C'est ça, l'héro.”

Fumette, bière et méthadone

J.-M. a arrêté de se shooter il y a une quinzaine d'années. Il fume dé-

Avec le soutien du

Fonds pour le journalisme

La Libre BELGIQUE La Libre.be

Série d'articles et webdocumentaire

Sur notre site, découvrez notre webdoc “Immersion dans le Liège des toxicomanes”, dont un reportage à bord de l'e-bis, le bus d'échange de seringues. Ce dispositif permet aux travailleurs sociaux d'aller à la rencontre des toxicomanes. Dans la version papier de “La Libre”, notre série se clôture ce vendredi avec une interview du bourgmestre Willy Demeyer et un focus sur les “salles de consommation à moindre risque”, qui existent dans les pays voisins.

Les Liégeois sont tiraillés entre ras-le-bol et empathie

Reportage Sophie Devillers

Vous n'auriez pas une petite pièce? En ce midi ensoleillé, il y a foule place Saint-Lambert. Cette grande dalle minérale est le centre névralgique de Liège où se croisent bus, voitures et piétons. De loin en loin, au milieu des larges trottoirs aménagés devant les jolies boutiques, les chalandes sont arrêtés par un homme qui tend son gobelet de carton. La plupart du temps, le passant jette un regard, parfois écoute l'explication mais continue son chemin sans mettre la main à la poche. Pas de regard non plus pour les petits groupes d'hommes et de femmes à la mine hâve, assis sur des bancs ou debout en cercle, chiens en laisse et canettes de bière à leurs pieds.

En train de manger leur sandwich sur un banc, Jennifer, 23 ans, et Lola, 26 ans, supposent qu'il s'agit de toxicomanes sans domicile fixe mais “ne font plus attention”. Même chose pour leur mendicité. “On est habitués, assure Lola. Il y a quelques jours, j'ai traversé la place et je ne me suis pas fait accoster une seule fois. Ça m'a fait bizarre! C'est vrai que, quand ils sont beaucoup à demander de la monnaie, c'est dérangeant. Sinon, on s'y fait. Ce qu'il y a, c'est que c'est toujours difficile de savoir si la personne dit la vérité. Elle demande de l'argent pour manger mais c'est peut-être pour de la drogue. Tu vois dans leurs yeux qu'ils sont ailleurs... Parfois, j'ai peur qu'ils deviennent un peu agressifs.”

La déchéance, la misère s'étalent

Les deux jeunes femmes observent en tout cas les ravages du produit sur ceux qu'elles croisent tous les jours. “On ne devrait pas les laisser dans cet état.” Cabas à la main, sollicité pour une petite pièce, Jean-Louis Maréchal, 67 ans, préfère baisser la tête et continuer son chemin dans la ruelle piétonne qui donne sur la place: “Une personne en manque, on ne sait jamais comment elle va réagir. C'est ça le problème. J'aimerais pouvoir les aider, mais je ne peux pas prendre la main de ces personnes pour les amener dans un lieu de soin. Oui, les Liégeois sont compréhensifs, mais tant qu'on ne les embête pas!”

Au coin de la ruelle, un groupe d'hommes et de femmes à l'allure fébrile déboule de la place: “Combien t'en as, toi?” Quelque chose passe de main en main puis le groupe se sépare brusquement. De sa boutique de vêtements, la vendeuse n'a rien vu du deal. “En fait, on ne les voit plus, même si au début, quand je suis arrivée, ça me paraissait bizarre. C'est clair que ce n'est pas positif pour l'image de la rue. Même si la place Saint-Lambert est plus concernée.”

“Cela devient une catastrophe”

Avec son commerce alimentaire, directement installé sur le trottoir de ladite place, Audrey estime qu'elle est sans doute la plus concernée par ce phénomène de la mendicité des toxicomanes. Et elle est très remontée: “La Ville devrait faire un grand nettoyage. La police les a déjà fait évacuer mais après, ils reviennent. Cela dérange les clients. Ils les accostent pour leur demander des sous ou pour qu'ils leur payent à manger. Ils sont complètement drogués! Ils sont arrogants, agressifs. Ils savent que nous ne donnons rien mais j'ai déjà eu des noms d'oiseaux, même si ce n'est pas récurrent.” Elle ne craint pas vraiment d'actions plus graves: “On n'a pas accès au cash, sinon, je serais moins à l'aise.”

Un peu plus loin, dans une autre boutique pourtant plus en retrait, un jeune commerçant renchérit: “On voit bien à la tête des clients que, pour eux, ça ne passe pas. Ils crient, ils sont malpolis quand on refuse de leur donner des sous... Quelle solution? Ce n'est pas à moi d'en trouver! Mais il en faut une, ça, c'est sûr!”

“Cela devient une catastrophe”, alerte la vendeuse d'une sandwicherie. “Depuis sept ans que je travaille, pour moi, il y a de plus en plus de toxicomanes, de SDF. Ils sont dans un état second – une fois, il y en a un qui m'a lancé une canette! On les met à la porte, mais ils rentrent tout le temps. C'est triste à dire mais on n'a plus de cœur, tant il y en a! Pourtant, la plupart, je les connais, vous savez... Il y a une sorte de respect entre nous: ils comprennent pourquoi je les mets à la porte. La police, elle est là, elle tourne mais il n'y a pas de différence. Elle est dépassée. Au bourgmestre, je dis: ‘Venez voir ce qui se passe ici!’”

Avec le soutien de

Fonds pour
le journalisme

La Libre BELGIQUE La Libre.be

Série d'articles et web documentaire

Sur notre site, découvrez dans notre webdoc "Immersion dans le Liège des toxicomanes" nos rencontres avec Vanessa, que la drogue a fait replonger dans la prostitution, et avec Dominique, qui a pu sortir de la toxicomanie. Dans "La Libre" version papier, notre série d'articles se clôture aujourd'hui avec l'interview du bourgmestre de Liège et un focus sur le concept de "salle de consommation".

Drogue : "Liège est lâchée par le fédéral et la Région"

Entretien Isabelle Lemaire et Sophie Devillers

Willy Demeyer (PS) est le bourgmestre de Liège depuis dix-huit ans. Il évoque sa gestion politique de la toxicomanie à Liège et son actualité : le combat pour ouvrir une salle de consommation de drogue dans la Cité ardente.

Quand vous êtes entré en fonction en 1999, aviez-vous conscience du problème de la toxicomanie à Liège ?

Ce que j'en connaissais, c'est au travers du contrat de sécurité, avant que je sois bourgmestre. J'avais été associé à la définition des pistes de travail à faire dans ce secteur. Je n'étais pas un grand spécialiste de la chose. Je savais que ça existait, que ça se passait à Liège et qu'on s'en occupait mais j'y étais fort peu confronté. J'ai découvert cela plutôt comme bourgmestre.

Le 1^{er} novembre 2017, quand vous avez quitté votre poste de député fédéral, vous avez fait cette déclaration : "Ma présence à Liège est plus que jamais requise pour régler des problématiques sociales comme la mendicité ou la toxicomanie." C'est donc bien une priorité et une problématique cruciale à Liège ?

On pourrait se contenter de ce qu'on a, de ce qui est mais, oui, c'est une priorité par rapport aux ambitions que nous avons, qui sont sociales et vis-à-vis de la ville, de la population. Nous avons déjà une ville plutôt inclusive et il faut encore perfectionner cela. C'est la mentalité des Liégeois : ne pas se diviser, ne pas dresser les uns contre les autres. On aime vivre ensemble. Il faut donc trouver une manière de traiter socialement le problème, dans le respect des personnes concernées mais aussi de toutes les autres per-

sonnes qui demandent la tranquillité et de la ville elle-même. J'ai cette priorité qui, malheureusement, n'a pas pour le moment trouvé de réponse, malgré les efforts des secteurs concernés et les miens, législatifs et autres. J'ai roulé ma bosse dans toutes les assemblées du pays (Communauté française, Région, Sénat et Chambre) mais, malgré mon travail assidu et celui des experts qui m'ont alimenté, on n'a pas trouvé de réponse structurée et structurelle.

Il y aurait une solution unique au problème ?

Non, pas nécessairement unique. Elle est plurielle, comme toujours quand il y a un grand problème. Il y a plusieurs réponses qui vont fragmenter le problème. L'amoindrir avant de l'annuler. La distribution de seringues, c'est l'exemple : la mesure est nécessaire mais le problème reste le produit. Une belle solution qui a ma préférence : ouvrir un centre intégré, une salle de consommation avec des services de base socio-médico-sanitaires, qui serait un dispositif parmi d'autres. Je trouverai le budget communal pour l'ouvrir.

"Laisser ce problème de toxicomanie perdurer à Liège est de nature à ce qu'il se répande."

En quoi une salle de consommation serait-elle la solution ?

Pour moi, cela tombe sous le sens car je suis un pragmatique. Et que, dans la vieille Europe, ces dispositifs existent et fonctionnent. La situation actuelle est grandement insatisfaisante et elle ne contente personne. Ces personnes qui sont dans la rue s'injectent les produits sur la voie publique, dans les parkings souterrains, au vu et au su de tout le monde, dans des conditions d'hygiène déplorables. Elles ont des comportements liés au manque, au trafic, au fait d'assouvir immédiatement leur assuétude. Elles sont dérangeantes et nuisibles. Un centre intégré leur don-

nerait accès à des douches, des toilettes, une tasse de café, à un peu de dignité, une accroche avec des travailleurs sociaux, qui peuvent les ramener vers autre chose, vers la société. C'est donc une solution pour les personnes, la société et pour la police, qui pourra leur dire qu'il y a un endroit approprié pour elles. La police est assez démunie car on voit que les priorités du parquet ne sont pas celles-là. La population, elle, ne sera plus confrontée à des scènes choquantes. Et c'est une solution qui est réfléchie, réclamée par la Province et tout le secteur d'aide et de soins.

Ce dossier pour lequel vous avez déposé une proposition de loi est bloqué politiquement ?

Au fédéral, il faut changer trois mots dans l'article 3 de la loi de 1921 (sur le trafic de stupéfiants). Si on met une salle à disposition, la loi dit qu'on facilite la toxicomanie. Les freins sont dus à une attitude dogmatique, à une frilosité dans certaines régions. La N-VA et le CD&V font obstacle parce que, pour eux, c'est tolérance zéro, mais avec une police fédérale dont les effectifs sont réduits et une justice qui est sinistrée. C'est donc un leurre. Ils ont toutefois consenti à une étude de faisabilité. La Région est compétente pour le financement de ce type de projet mais on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. Laisser ce problème de toxicomanie perdurer à Liège est de nature à ce qu'il se répande. Je vais revenir à la charge, en partant de la base locale. Et je vais demander à ce que la création de salles de consommation soit incluse dans le programme du PS pour les élections communales de 2018.

Sans ces deux partis flamands, il y aurait une majorité politique pour valider votre proposition de loi ?

Il existe, dans différents groupes politiques, des parlementaires convaincus des thèses que j'ai person-

■ Pour le bourgmestre de Liège, ouvrir une salle de consommation serait une solution au problème de la toxicomanie de rue.

■ Mais le fédéral s'y oppose.

■ Un expert présente ce dispositif qui existe dans les pays voisins.



Le bourgmestre Willy Demeyer (PS), dans son bureau de l'Hôtel de Ville de Liège, le 7 décembre 2017.

"Je ne m'inclus pas dans une caricature de la gauche permissive"

Quel bilan dressez-vous de vos 18 ans de mandat en matière de gestion de la toxicomanie ?

Le phénomène urbain n'est pas correctement appréhendé par des entités comme la Région, la Communauté française et le fédéral. Tout est prêt de notre côté. Nous avons des équipes au fait de ces choses-là. C'est une déception de ne pas être entendu par ceux qui peuvent adapter le cadre législatif, alors que le dossier est prêt et étudié scientifiquement. Il fallait mener à Liège, et c'est ce que j'ai fait, une politique de coproduction des solutions, avec la population, les toxicomanes, les associations, les services publics. Ce sont des problèmes tellement lancinants... Si derrière le commerçant qui se plaint, il y a un chiffre d'affaires, des clients un peu perdus, derrière chaque toxicomane, il y a une détresse humaine. Et derrière un policier qui doit intervenir, il y a aussi une détresse. Quand la ville va bien, je vais bien. Et quand elle va moins bien, je vais moins bien.

Le tout répressif dans la gestion des toxicomanes n'est pas, pour vous, une option ?

Il faut un tout, allier le préventif, le répressif, etc. Quand vous avez besoin que la répression s'exerce, je ne suis pas frileux. Je ne m'inclus pas dans une caricature de la gauche permissive. La prévention sous toutes ses formes, la réduction des risques sont aussi très importantes.

On nous rapporte certains abus commis par la police de Liège sur des toxicomanes de rue et que les policiers, fina-

lement, ne font que les chasser, les rendre invisibles très temporairement...

Les policiers ne font qu'appliquer le règlement communal sur la mendicité (autorisée du lundi au samedi, notamment sous conditions géographiques - par quartiers - et d'horaires stricts, NdR). Nous avons un service interne disciplinaire bien organisé qui veille à ce que le comportement des policiers soit exemplaire. Je n'ai jamais été informé d'abus manifestes. S'ils avaient eu lieu, je le saurais.

Vous le répétez depuis longtemps : vous en faites plus pour l'accueil des précarisés que vos homologues de la province, au risque de créer un appel d'air. Qu'avez-vous à dire aux bourgmestres voisins ?

Liège est victime du problème de la centralité : elle attire des personnes venues d'autres communes. Nous avons sur le dos le poids de la grande précarité. Quand il s'agit d'ouvrir des infrastructures, cela peut donc être un puits sans fond, avec un effet d'aimantation. Il faudrait trouver un moyen pour que les gens soient aidés là d'où ils proviennent.

Et que répondez-vous aux commerçants des environs de la place Saint-Lambert que nous avons rencontrés, qui disent qu'ils se sentent abandonnés des autorités communales ?

Je leur dis : oui, c'est vrai, la ville est abandonnée par le

fédéral, par la Région et la Communauté française, par les pouvoirs qui ont dans leurs attributions les solutions potentielles. Personnellement, j'ai fait presque tout ce que j'ai pu.

"Quand la ville va bien, je vais bien. Et quand elle va moins bien, je vais moins bien."

Tadam, ce projet de distribution d'héroïne médicalisée qui a eu lieu entre 2011 et 2013, a été important à Liège. Quelles sont les conséquences de son arrêt ?

On m'a dit que la plupart des patients, qui avaient fondé un espoir dans le projet, sont retombés plus bas que leur situation avant Tadam, dans une forme de marginalité. J'aurais souhaité que l'expérience se poursuive, afin qu'ils puissent recevoir des soins et mener une vie quasiment normale. La distribution contrôlée d'héroïne médicalisée s'inscrirait dans le dispositif général, à proposer à certains qui fréquenteraient la salle de consommation.

Liège a lancé une opération de marketing territorial, Liège Together. Quelle image voulez-vous qu'on ait de Liège à l'extérieur et en quoi la question de la toxicomanie vient percuter ou perturber cette campagne de marketing ?

L'image d'une métropole connectée, résiliente, moderne, culturelle et cultivée. Sur la toxicomanie, on ne le nie pas : on a un problème et il faut le régler. Si on nous laissait faire, ce serait déjà réglé.

Suite en page 6



La "salle de conso" doit permettre aux toxicomanes de s'injecter ou fumer de la drogue "dans de meilleures conditions sécuritaires et sanitaires". Le but : éviter les nuisances.

Le fédéral ne veut pas d'une "salle de conso" à Liège

Ce serait une première en Belgique. Le concept de salle de consommation à moindre risque, tel que souhaité par le bourgmestre Willy Demeyer à Liège, est une idée inspirée de l'étranger : "Il s'agit d'un lieu prévu et aménagé pour que les utilisateurs de drogues qui fument ou s'injectent des substances puissent accomplir cet acte dans de meilleures conditions sanitaires et sécuritaires, explique Pablo Nicaise, expert en santé publique (UCL) qui a visité et étudié ces salles. Le but est d'éviter des nuisances connexes, autant pour le riverain que pour l'usager."

La loi belge gagnerait à changer

Les avantages ? "La première chose utile, pour la population, c'est que la consommation, interdite, ne se fait plus sur la voie publique, de manière clandestine : parking, escalier d'immeuble, où les riverains se retrouvent face à des personnes qui s'injectent de la drogue. Ce qui les met en danger, est désagréable et choquant pour eux. Et pour les villes, cela permet de redorer l'environnement urbain en supprimant les nuisances."

Cependant, la loi belge condamne explicitement "l'entretien de la toxicomanie". Pour créer une telle salle, une solution serait de changer la loi, ou, à défaut, de considérer la salle comme une expérimentation médicale et scientifique, ce qui ne pourrait alors être que transitoire. La question se règle donc au niveau fédéral, pour qui "ce n'est pas prioritaire". La N-VA, entre autres, s'y oppose fermement. Pour ce parti, il s'agit d'une "libéralisation des drogues" (lire ci-contre).

"On ne dit pas aux gens : c'est très bien de se droguer, on va vous aider à le faire, ex-

pose Pablo Nicaise. Ne vont dans ces endroits que les gens qui ont l'intention de consommer. Je comprends ceux qui disent : 'vous facilitez la drogue, alors qu'il faut l'interdire!'. Mais, la réalité, c'est que ces produits sont interdits et ils circulent. C'est une solution pragmatique. A ceux qui disent 'vous facilitez la toxicomanie', j'ai l'habitude de dire : 'vendre des verres chez Ikea ne facilite pas l'alcoolisme, cela rend juste plus confortable de boire'. Et les deux points de vue ne sont pas si incompatibles. La salle de consommation, qui pourrait sembler du fatalisme (on ne lutte pas contre la drogue) peut faciliter le retour vers des soins plus classiques."

30% de "désintox" en plus

Les "salles de conso" existent aux Pays-Bas, en Allemagne, en France, au Luxembourg, des pays avec des approches diverses en matière de répression des drogues et les études montrent des effets positifs, résume l'expert. Tout d'abord, pour l'usager, la consommation devient moins dangereuse car ce sont surtout les conditions de vie qui accompagnent la prise de drogue qui sont risquées. "Lors de consommations sauvages, le risque réside dans l'usage d'un matériel déjà utilisé, dans une injection mal réalisée en état de stress."

En outre, comme la salle est un lieu encadré par des professionnels, elle permet un contact social et peut être une voie pour entamer une démarche thérapeutique. Surtout pour un noyau dur de population plus marginale, qui ne franchit pas la porte des dispositifs existants, se-

lon Pablo Nicaise. Une étude à Vancouver a ainsi montré une hausse de 30% d'entrées dans des programmes de "désintox".

Pas d'effet sur la petite criminalité

Mais cela ne règle pas tout. Les études montrent aussi que les salles de consommation n'ont pas d'effet sur la criminalité découlant du besoin d'argent pour se procurer le produit (vol...). En revanche, elles ont un effet majeur sur les nuisances. Cinq études ont montré une baisse de 40 à 75% des seringues abandonnées. "Cela fait disparaître les problèmes de scènes ouvertes, où les usagers se retrouvent, et qui attirent les dealers connaissant ces endroits." "Dispersés", les deals seront plus discrets.

Sur la mendicité, cela jouera "indirectement", en remettant en contact les personnes désorganisées avec d'éventuelles sources d'allocation sociales. Les recherches montrent enfin que les salles sont fréquentées par les usagers du voisinage proche, mais ne semblent pas attirer les personnes d'autres quartiers.

En revanche, la réussite implique que la salle s'implante près de lieux déjà fréquentés par les toxicomanes. Cela exige aussi une grande concertation avec la population et l'établissement d'un modus vivendi entre usagers et policiers. "J'ai vu, dans une salle de conso aux Pays-Bas, flics et toxicomanes manger ensemble au réfectoire", raconte encore Pablo Nicaise.

So. De.

-40%

Abandon de seringues

Cinq études ont montré une diminution de 40 à 75% des seringues abandonnées.

Politique

La N-VA : "C'est une libéralisation"

Loi. A Liège, les acteurs médico-sociaux et la police sont favorables à une "salle de conso" tandis que les partis politiques ne s'y opposent pas (voir lalibre.be). C'est tout l'inverse au niveau fédéral, de qui dépend la décision, car il faudrait changer la loi. A la Chambre en 2015, CD&V et N-VA avaient signifié leur opposition à une telle salle, évoquant une facilitation et une libéralisation de la drogue, et rappelant la tolérance zéro de l'accord de gouvernement. "Notre position n'a pas changé", nous dit la N-VA. Chez le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V), on répond, que, en matière de drogue, "la politique actuelle est déjà équilibrée", et sans tolérance. La ministre de la Santé Maggie De Block (Open VLD) signale que "les représentants du gouvernement (Jambon, Geens, De Block) de la Cellule drogues ont jugé que la mise en place de salles de consommation à moindre risque n'était pas prioritaire. Le gouvernement fédéral n'initiera pas ou ne soutiendra donc pas une modification de la loi en la matière." Une étude financée par M^{me} De Block (à laquelle a participé Pablo Nicaise) est néanmoins en cours de finalisation. Elle doit déterminer quel serait le modèle d'une telle salle dans l'hypothèse où elle existe chez nous. So. De.